

M. C. E. JOHNSTON (Bow-River): A l'exemple de certains honorables préopinants, je profite de l'occasion pour féliciter le ministre des Finances (M. Abbott) de son excellent exposé budgétaire. C'est vraiment un grand honneur, pour un ministre aussi jeune, d'être chargé de l'immense responsabilité qui est la sienne à son titre de ministre des Finances du Dominion du Canada. Bien que je le félicite et que j'estime qu'il s'est acquitté de sa tâche avec grande compétence, je ne saurais admettre les idées qu'il a exprimées. Je suis convaincu que bon nombre de Canadiens partagent mon grand désappointement au sujet du budget de 1947. N'est-il pas vrai, monsieur l'Orateur, que la population envisageait l'avenir dans l'attente d'un soulagement important du terrible fardeau fiscal qui l'accable depuis tant d'années? Le ministre, dans l'exposé qu'il nous a soumis, prévoit, pour l'année courante, des recettes d'environ 2,200 millions de dollars. C'est une somme fabuleuse. Il est vrai que le revenu total du pays s'est beaucoup accru; cependant, les normes d'existence de notre population ne se sont pas améliorées en proportion de la production et le peuple canadien a donc parfaitement droit d'exiger une diminution plus prononcée des impôts.

Comme l'a signalé l'honorable député de Peace-River (M. Low) cette somme de 2,200 millions devra être perçue d'environ 3 millions de familles, c'est-à-dire au rythme d'à peu près \$700 par famille moyenne. A mon sens, la famille canadienne moyenne ne peut que difficilement acquitter un si fort montant. Non seulement le parti libéral s'est-il vanté de l'excellent exposé budgétaire qu'on nous a soumis, la presse presque entière du Canada a fait écho à ses paroles. Je ne prétends pas du tout que les journaux canadiens expriment l'opinion du pays en général pour des raisons mystérieuses, la presse portait des manchettes comme les suivantes, au sujet de l'exposé budgétaire: "Le ministre des Finances annonce un surplus de 352 millions de dollars." De prime abord, cela paraît excellent et l'on est porté à croire que le Gouvernement s'acquitte fort bien de l'administration financière du pays. Puis, dans un journal d'Ottawa, on voyait cette manchette: "Réduction de l'impôt favorablement accueillie." J'aimerais bien savoir de qui est cette opinion, sinon des rédacteurs eux-mêmes.

Cela m'amène à parler brièvement de l'attitude des conservateurs progressistes à la Chambre. J'ai suivi avec un vif intérêt les critiques formulées par le parti conservateur progressiste et c'est à ce point de vue que je désire formuler mes observations. J'ai constaté avec étonnement qu'on n'a pas formulé de véritable critique contre le budget, mais je

suis revenu de mon étonnement après avoir entendu hier le ministre de l'Agriculture (M. Gardiner) en fournir l'explication claire et nette à la Chambre. Il a longuement expliqué que la politique du gouvernement conservateur depuis que le Canada existe a consisté à relever les droits de douane, alors que celle du gouvernement libéral a consisté à les abaisser. Mais voici où je veux en venir: les conservateurs ont déjà été au pouvoir et les libéraux l'ont été encore plus longtemps, mais les tarifs ont continué de monter.

Des VOIX: Oh, oh!

M. JOHNSTON: C'est ce que nous enseigne l'histoire. Je ne dis que la vérité.

Le très hon. M. GARDINER: Vous feriez mieux de vérifier.

M. JOHNSTON: Les libéraux sont au pouvoir depuis que je suis à la Chambre. Pendant une partie de ce temps, le pays a été en guerre, mais depuis deux ans, on n'a pas, que je sache, abaissé les droits de douane, sauf dans un ou deux cas.

M. KNOWLES: Sans importance.

M. JOHNSTON: Avant cela, les conservateurs étaient au pouvoir. Voilà pourquoi je dis au ministre de l'Agriculture et aux députés conservateurs que, peu importe le parti au pouvoir, la population écope toujours.

Je veux dire un mot des critiques formulées par les députés conservateurs-progressistes, non pour les blesser, mais à seule fin de démontrer l'ineptie de leurs critiques. Je m'arrête au projet d'amendement qu'ils ont présenté le 6 mai 1947 et que je retrouve au hansom. J'ai lu attentivement le discours du critique financier de l'opposition, dans l'espoir d'y découvrir quelque critique d'ordre pratique. Voici comment est conçue la partie du projet d'amendement qui m'intéresse:

La Chambre regrette que les propositions du ministre des Finances

- a) n'allègent aucunement le lourd fardeau d'impôts indirects et cachés qui grèvent les articles de première nécessité requis par la famille, impôts qui augmentent directement le coût de la vie;
- b) ne favorisent aucunement ceux qui se consacrent à la mise en valeur de nos ressources naturelles, surtout ceux qui se livrent à l'exploitation minière ou agricole;

Au cours du débat sur l'exposé budgétaire, les conservateurs ont étudié une seule fois la question du coût élevé de la vie et les moyens qu'ils prendraient pour y remédier. Voici ce que disait le critique officiel du parti conservateur-progressiste:

Un mot au sujet de l'inflation, de la question de l'argent disponible. Le ministre n'a pas